

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 février 2011
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-cinquième session
Points 34, 39, 66 et 75 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-sixième année

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite

**Lettre datée du 22 février 2011, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme vous le savez, l'agression que la République d'Arménie continue de perpétrer contre la République d'Azerbaïdjan a donné lieu aux violations les plus graves du droit international – crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Dans la nuit du 25 au 26 février 1992, les forces armées arméniennes, accompagnées de bandes armées irrégulières et groupes terroristes soutenus par Erevan, se sont emparées de la ville de Khojaly, dans la région de Daghylyq Garabagh (Haut-Karabakh), en République d'Azerbaïdjan, ce avec la participation directe du régiment d'infanterie n° 366 de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques, composé principalement d'Arméniens. L'attaque et la prise de la ville se sont soldées par l'extermination de centaines d'Azerbaïdjanais, y compris des femmes, des enfants et des personnes âgées; des milliers de civils ont été blessés et pris en otage, dont bon nombre sont toujours portés disparus; quant à la ville, elle a été entièrement rasée.

Les actes commis à Khojaly ont atteint un degré de brutalité épouvantable : des personnes ont été scalpées et décapitées, des femmes enceintes éventrées à coups de baïonnette et des corps mutilés. Les faits confirment que le massacre délibéré de la population civile de Khojaly avait pour but d'exterminer tous les habitants de la ville au seul motif qu'ils étaient azerbaïdjanais. Khojaly a été choisie



pour être le théâtre d'une entreprise plus vaste d'agression, d'occupation et de nettoyage ethnique du territoire azerbaïdjanais.

La responsabilité de la République d'Arménie et de ses dirigeants politiques et militaires pour les crimes commis à Khojaly est reconnue et attestée non seulement par les très nombreuses informations dont disposent les autorités de police azerbaïdjanaises, mais aussi par un grand nombre de sources indépendantes et de témoins oculaires, et admise par les hauts fonctionnaires de la République d'Arménie et diverses sources publiques de ce pays.

Dans le jugement qu'elle a rendu le 22 avril 2010, la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré que les actes particulièrement graves des auteurs du massacre perpétré à Khojaly pouvaient être qualifiés de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Elle a formulé à cet égard une observation qui ne laisse subsister aucun doute sur les responsables de ces atrocités : d'après les informations communiquées par des sources indépendantes, au moment de la prise de Khojaly dans la nuit du 25 au 26 février 1992, des centaines de civils d'origine azerbaïdjanaise qui tentaient de fuir la ville assiégée auraient été tués, blessés ou pris en otage par des assaillants arméniens (par. 87).

Dans ce contexte, il est intéressant de noter le cynisme des hauts responsables de la République d'Arménie, qui voient dans les atrocités commises à l'encontre des civils azerbaïdjanais des « victoires glorieuses » qui ont préparé « leur nation et leur pays à entrer dans l'histoire moderne » (voir par exemple la déclaration de Serge Sargsian, Président de la République d'Arménie, datée du 27 janvier 2011, disponible à l'adresse <http://www.president.am/events/statements/eng/?id=85>).

J'ai été chargé de souligner une fois de plus ce que le Gouvernement azerbaïdjanais a déjà déclaré à plusieurs reprises, à savoir que le génocide perpétré à Khojaly, tout comme les autres violations graves commises durant l'agression de la République d'Azerbaïdjan par la République d'Arménie, met en jeu la responsabilité de l'État arménien au regard du droit international ainsi que la responsabilité pénale individuelle de ceux qui y ont pris part et de leurs complices.

Nous sommes fermement convaincus qu'il ne peut y avoir de paix durable sans justice et qu'il est essentiel de mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes de droit international les plus graves, non seulement pour pouvoir établir leur responsabilité pénale individuelle mais également pour faire prévaloir la paix, la vérité, la réconciliation et les droits des victimes.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 39, 66 et 75 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Agshin Mehdiyev